

POLITIQUE

Se regarder d'un œil critique ? Bilan de la présidence néerlandaise de l'Union européenne

Le roi Willem Alexander des Pays-Bas a récemment prononcé au Parlement européen un vibrant plaidoyer pour une meilleure coopération en Europe. Selon lui, la base de l'Union européenne doit être renforcée. Les États membres doivent davantage s'intéresser aux souhaits et aux attentes de tous les citoyens. Il a souligné que, précisément à l'heure où la menace terroriste ainsi que des flux de réfugiés mettent l'Union sous pression, l'ancrage dans les bases est indispensable. Le discours devant le Parlement à Bruxelles coïncidait avec la présidence néerlandaise de l'Union européenne. Tous les États membres se relayent tous les six mois à la présidence de l'Union européenne. Au cours du premier semestre de 2016, c'était aux Pays-Bas qu'il incombaît de jouer ce rôle. Bien que la présidence soit devenue moins importante que précédemment - il y a depuis 2010 un président permanent du Conseil européen -, les ambitions néerlandaises étaient grandes : «Nos points communs nous unissent plus que nos différences ne nous séparent, qu'il s'agisse de commerce, d'environnement, de climat, d'énergie, sans oublier les domaines de la paix, de la sécurité et de la prospérité. La tradition néerlandaise de concertation et de coopération peut se révéler précieuse pour l'Europe», lit-on dans une déclaration rédigée à la veille du début de mandat.

Il n'a pas été possible de tout mettre au point de manière très concrète. La mission de la présidence tournante consiste avant tout à formuler des compromis et à jouer un rôle de médiation entre les États membres. Voyez le référendum organisé au Royaume-Uni sur la sortie de l'Union européenne. Par rapport à ce référendum, qui a vu les Britanniques se

prononcer majoritairement pour la sortie, la présidence néerlandaise n'avait aucun rôle à jouer. Le véritable pouvoir, suivant de nombreux experts, est détenu par le président permanent du Conseil européen des chefs de gouvernement (le Belge Herman Van Rompuy¹ jusqu'il y a peu et le Polonais Donald Tusk actuellement) et davantage encore par de grands pays comme la France et notamment l'Allemagne.

Pour les Pays-Bas, assumer la présidence impliquait qu'ils auraient souvent à affronter des situations embarrassantes. Le premier ministre libéral Mark Rutte² tient généralement des propos beaucoup plus négatifs à l'égard de l'Union européenne dans son pays qu'il ne le fait à Bruxelles. Il faut veiller à ne pas mécontenter l'arrière-ban critique dans les polders. L'Europe s'avère trop coûteuse et trop opaque, estime cette base.

Pendant cette présidence, les Pays-Bas ont organisé leur propre référendum. Officiellement il portait sur le traité d'association de l'Europe avec l'Ukraine. Officieusement il s'agissait d'un référendum contre l'Union européenne. Les citoyens qui l'avaient demandé sont favorables à la sortie des Pays-Bas de l'Europe. Le seuil électoral requis de 30 % a été atteint de justesse. Une majorité importante (61 %) a voté contre le traité d'association.

Le référendum n'était pas contraignant mais consultatif. Après le vote, le Premier ministre Rutte a déclaré que, pour ce qui le concernait, le traité ne pouvait pas être adopté sans plus. Avec une grande dextérité politique, il a toutefois fait en sorte que sa réaction officielle au référendum soit reportée jusqu'après le 1^{er} juillet 2016. À ce moment-là, la présidence néerlandaise viendrait tout juste de se terminer et les dégâts seraient de toute façon moindres que s'il avait dévoilé sa réaction au cours de celle-ci.

La présidence néerlandaise a consacré le plus clair de son temps à la recherche d'un accord avec la Turquie sur les migrants. La Turquie s'est finalement montrée disposée à reprendre des migrants, notamment ceux qui se trouvaient déjà sur le sol grec. En échange, la Turquie

bénéficierait d'une aide financière, les négociations en vue de l'adhésion du pays à l'Union européenne seraient accélérées et l'Union s'engagerait à exempter les Turcs de visa pour les voyages en Europe. Depuis la conclusion de l'accord, le nombre de migrants arrivant dans les îles grecques a considérablement diminué. Avant l'accord, il s'agissait de milliers de réfugiés par jour; très vite le nombre quotidien est tombé à moins de 100. Une reconstruction de cet épisode établie par le quotidien néerlandais *de Volkskrant* permet de conclure que le Premier ministre Rutte a joué un rôle important dans l'élaboration de l'accord sur le devant de la scène comme dans les coulisses. Durant l'exercice de sa présidence de l'Union européenne, il a collaboré étroitement avec la chancelière allemande Angela Merkel. L'accord avec la Turquie, considéré par maints pays européens comme un «hold-up germano-néerlandais», a finalement été adopté à l'unanimité.

L'accord s'avéra rapidement quelque peu caduc. Selon Erik-Jan Zürcher, professeur de langues et de cultures turques à l'université de Leyde, il prendrait rapidement le chemin de la «corbeille à papier». Ce turcologue estimait que le président turc ne pourrait jamais acquiescer à la revendication européenne que la Turquie assouplisse sa législation antiterroriste.

L'impact de l'accord avec la Turquie et les conséquences du résultat du référendum néerlandais sur l'Ukraine déterminent en grande partie le regard rétrospectif sur la présidence néerlandaise. Les paroles du roi Willem Alexander tiennent en tout cas la route. Dans son discours devant le Parlement européen, il a clairement exprimé les préoccupations des citoyens ordinaires concernant l'Europe: «Bruxelles est parfois davantage perçu comme un épouvantail et un importun que comme un allié». Il a demandé aux eurodéputés de faire leur propre examen de conscience et d'être réceptifs aux critiques venant de l'extérieur. Il a souligné que l'on s'est attaqué et s'attaque trop tard à bon nombre de questions urgentes et à la crise humanitaire qui a

suivi l'afflux de réfugiés: «L'anticipation n'est pas le point fort de l'Europe». Une Union plus efficace nécessite une meilleure coopération entre Bruxelles et les États membres, a encore souligné le roi. Ce sont là des mots que l'on aurait tout aussi bien pu entendre de la bouche du Premier ministre néerlandais.

**Joris van de Kerkhof
(Tr. W. Devos)**

1 Voir *Septentrion*, XXXIX, n° 1, 2010, pp. 84-86.

2 Voir *Septentrion*, XL, n° 1, 2011, pp. 102-103.